

Master Droit public

Le Master Droit public forme des juristes de haut niveau capables d'exercer dans les sphères publiques et institutionnelles, qu'il s'agisse d'administrations d'État, de collectivités territoriales, d'institutions européennes ou internationales, d'organisations de défense des droits fondamentaux ou de cabinets spécialisés en droit public.

Présentation

Le Master Droit public forme des juristes de haut niveau capables d'exercer dans les sphères publiques et institutionnelles, qu'il s'agisse d'administrations d'État, de collectivités territoriales, d'institutions européennes ou internationales, d'organisations de défense des droits fondamentaux ou de cabinets spécialisés en droit public. Structuré en deux années, le diplôme repose en Master 1 sur un socle commun solide : contentieux administratif et européen, droit des contrats publics, droit de l'environnement, droit des étrangers, droit des services publics et droit des données publiques.

Les étudiantes et étudiants y acquièrent à la fois les outils méthodologiques de la recherche et les techniques nécessaires à la préparation aux concours. En Master 2, la formation se décline en deux parcours complémentaires.

- **Le parcours Droit Public Général** approfondit les grands piliers du droit public : droit constitutionnel, contentieux administratif, droit public financier, droit de la décentralisation, droit de l'urbanisme et droit de l'environnement, avec une option spécialisée en urbanisme et patrimoine.
- **Le parcours Droits de l'Homme** propose une formation complète sur les systèmes de protection des droits fondamentaux : Convention européenne, droit de l'Union européenne, mécanismes onusiens, droit international pénal et humanitaire, avec une attention particulière portée aux enjeux contemporains (numérique, environnement, entreprise, migrations).

Lieu de la formation

- Campus Berges du Rhône (BDR)

Public

Niveau(x) de recrutement

- BAC+3

Durée de la formation

2 ans

Discipline(s)

- Mention/diplôme

Responsable(s) de la formation

Aurélia SCHAHMANECHE : aurelia.schahmaneche@univ-lyon2.fr

Coût de la formation

Le montant des droits d'inscription en master, fixé au niveau national, évolue chaque année universitaire. Pour plus d'informations, consultez la page [Droits et montants d'inscription](#).

Les deux parcours articulent rigueur scientifique, ouverture internationale et ancrage dans les grandes mutations du droit public contemporain.

Les + de la formation

Le Master Droit public se distingue par une architecture pédagogique qui conjugue exigence scientifique et préparation concrète aux métiers du secteur public et de la défense des droits fondamentaux.

Candidature

Modalités de candidature

Les candidatures s'effectuent via [eCandidat](#), selon le [calendrier de candidatures](#) défini par l'Université Lumière Lyon 2.

Modalités de candidature spécifiques

Pour les candidates et candidats non européens résidant dans un pays couvert par Campus France : la procédure s'effectue via la procédure **Études en France**, sur le site [Campus France](#).

Et après ?

Niveau de sortie

- Master

Activités visées / compétences attestées

Compétences communes visées du diplôme

- RNCP38166BC01 - Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques
- RNCP38166BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés
- RNCP38166BC03 - Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances
- RNCP38166BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel
- RNCP38166BC05 - Gérer un environnement juridique de droit public
- RNCP38166BC06 - Concevoir et mettre en oeuvre des actions et des projets mobilisant des règles de droit public
- RNCP38166BC07 - Concevoir et mettre en oeuvre les outils de pilotage dans un contexte de droit public



FACULTÉ DE DROIT
JULIE-VICTOIRE
DAUBIÉ

Faculté de droit Julie-Victoire Daubié

<https://droit.univ-lyon2.fr/>

- Adopter une posture professionnelle réflexive et responsable

Secteur(s) d'activités ou types d'emploi accessibles

- Juriste en droit public dans une entité nationale, territoriale, associative ou internationale - Conseiller /rédacteur en droit public - Chargé de mission en développement territorial - Responsable de service juridique - Expert juridique - Directeur d'établissement médical, social ou médico-social - Analyste international - Cadre en affaires juridiques de droit public Après réussite à un concours : - Fonctionnaire de catégorie A et A+ (administration nationale, territoriale ou hospitalière) - Avocat en droit public